



Conditions d'attribution des tarifs spéciaux

1.1 Principes de base :

L'association Sève & Papillon souhaite, dans la mesure du possible, que ses services puissent être accessibles au plus grand nombre, c'est pourquoi elle a mis au point une politique en matière de tarifs réduits.

1.2 Calcul de la moyenne journalière :

Les tarifs réduits diffèrent selon des critères annexés sur le calcul de la moyenne journalière par personne. Ce montant donne un aperçu concret de la réalité économique d'un foyer, en tenant compte des ressources et des charges répondant à un confort de vie minimum.

Ce calcul est le suivant :

1) Ressources – Charges = **RÉSULTAT**

2)
$$\frac{\text{RÉSULTAT}}{30 \times \text{le nb de personnes vivant au foyer}} = \text{MOYENNE JOURNALIERE}$$

➤ Ressources prises en compte (liste non exhaustive) :

- Salaires,
- Indemnités journalières,
- Pensions (d'invalidité, militaire, alimentaire, de retraite, etc.),
- Allocations (familiales, adulte handicapé, retour à l'emploi, soutien familial, etc.),
- Revenu de solidarité active (RSA),
- Rente(s)
- Revenus immobiliers, etc.

➤ Charges prises en compte :

- Loyer et charges locatives,
- Eau, électricité, gaz,
- Assurance habitation,
- Forfaits transports et/ou assurance voiture (déplacements scolaires et professionnels),
- Charges de restauration et garde des enfants,
- Complémentaire santé.

➤ Autres charges :

- Crédit(s),
- Dette(s).

1.3 Justificatifs et documents nécessaires pour toute demande de tarifs réduits :

Toute demande d'application de tarifs réduits nécessite de fournir des justificatifs de ressources et de charges. Ceux-ci doivent permettre d'étudier la demande selon le calcul de la moyenne journalière par personne du foyer concerné. En leur absence, la demande ne pourra pas être étudiée.

Les ressources et charges évoquées dans l'article 1.2 doivent être justifiées par le demandeur (bulletins de salaire, relevés CAF, relevés sécurité sociale, attestations d'indemnisation Pôle Emploi, avis d'imposition, etc.). Les justificatifs authentiques doivent concerner une période de moins de trois mois ou annuelle selon leur nature.

En complément, le demandeur s'engage à fournir :

- Un justificatif d'identité,
- Trois justificatifs de logement couvrant les trois mois précédant la demande,
- Des attestations écrites à défaut de pouvoir produire certains documents.

Dans la mesure du possible, il est demandé de fournir les originaux des documents ainsi que les copies qui seront versées au dossier.

1.4 Les tranches de moyennes journalières :

Sève & Papillon a défini trois catégories correspondant à trois fourchettes de moyenne journalière. Celles-ci renvoient à trois tranches de réduction tarifaire afin de pouvoir moduler l'aide apportée par l'association, dans un souci d'équité et d'adaptation.

T1 : Moyenne journalière jusqu'à 7€ :

40% du tarif ordinaire

20€ la consultation (au lieu de 50€)

4€ le cours (au lieu de 10€)

8€ l'atelier (au lieu de 20€)

T2 : Moyenne journalière de 7,1€ à 10€ :

60% du tarif ordinaire

30€ la consultation (au lieu de 50€)

6€ le cours (au lieu de 10€)

12€ l'atelier (au lieu de 20€)

T3 : Moyenne journalière de 10€ à 12€ :

80% du tarif ordinaire

40€ la consultation (au lieu de 50€)

8€ le cours (au lieu de 10€)

16€ l'atelier (au lieu de 20€)

1.5 Commission d'attribution :

Une commission d'attribution se réunit pour étudier les demandes relatives à l'application d'un tarif réduit. Les représentants de la commission sont les deux chargées de coordination et les deux assistantes sociales. Dans un souci d'équité, s'il devait y avoir une modification des membres entre deux commissions, les mêmes critères seraient appliqués, et ce dans la continuité de la politique définie initialement.

La personne référente du demandeur présente le dossier aux autres membres de la commission. Il sera nécessaire d'accorder un droit de regard sur ces documents personnels aux membres de la commission. Ces derniers s'engagent à garder ces documents confidentiels et à ne pas divulguer aucune information en dehors du cadre de la commission.

La décision rendue par la commission est collective et se doit d'être unanime.

1.6 Durée et renouvellement de la réduction tarifaire :

La durée de l'application des tarifs réduits est définie par les membres de la commission. La durée initiale est de six mois.

À l'issue de la première période de réduction tarifaire, le bénéficiaire pourra demander son renouvellement sous conditions. Celui-ci fera l'objet d'un réexamen du dossier par la commission. De nouveaux justificatifs pourront être demandés. L'accompagnant social sera amené à apporter un éclairage sur les démarches engagées pour la résolution des difficultés relevées lors de la demande initiale.

L'attribution de cette réduction tarifaire est soumise aux contraintes de fonctionnement et d'équilibre financier de Sève & Papillon. Une liste d'attente sera constituée si l'association reçoit un nombre élevé de demandes qu'elle ne peut satisfaire simultanément. Cette liste d'attente est établie en fonction de deux critères : le premier étant le statut du bénéficiaire (Handicap, Invalidité ou ALD), le second étant la date à laquelle la commission a statué favorablement à l'attribution du tarif réduit.

1.7 Situations particulières :

Parce que certaines difficultés ne sont pas pérennes ou surviennent de manière ponctuelle et imprévisible, la commission étudiera les demandes dites « spéciales ». Par ce terme, il est entendu les situations ne rentrant pas dans les conditions de ressources prédéfinies dans la politique de réduction tarifaire de Sève & Papillon.

L'accompagnant social procédera le cas échéant à une évaluation approfondie permettant de faciliter la réflexion de la commission. Le refus de cette évaluation entraînera un refus de la commission pour ces demandes dépassant à première vue les critères prédéfinis. Toutefois, il ne s'agira pas d'une fin de non-recevoir, et Sève & Papillon pourra proposer un accompagnement en réseau permettant l'amélioration de la situation actuelle du demandeur.

Dans ces situations, la commission pourra accorder un tarif réduit plus court que la durée minimale prévue. Cette durée sera déterminée au moment de l'attribution et ne pourra pas excéder trois mois.